**ATELIER DE VALIDATION DES RAPPORTS THEMATIQUES
PROVISOIRES RELATIFS A LA CONFERENCE INTERNATIONALE
SUR LA REGION DES GRANDS LACS**

**DISCOURS D'OUVERTURE PRONONCE PAR L'AMBASSADEUR Balthazar
HABONIMANA, COORDINATEUR NATIONAL AU NOM DE S.E.
Mr LE MINISTRE DES RELATIONS EXTERIEURES ET DE LA COOPERATION**

Bujumbura, les 28 et 29 juin 2004

**DISCOURS D'OUVERTURE DE L'ATELIER DE VALIDATION DES RAPPORTS
THEMATIQUES PROVISOIRES RELATIFS A LA CONFERENCE
INTERNATIONALE SUR LA REGION DES GRANDS LACS PRONONCE PAR
L'AMBASSADEUR Balthazar HABONIMANA, COORDINATEUR NATIONAL AU
NOM DE S.E. MONSIEUR LE MINISTRE DES RELATIONS EXTERIEURES ET DE
LA COOPERATION DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI**

LE LUNDI 28 JUIN 2004 A BUJUMBURA

- Honorables Députés,
- Honorables Sénateurs,
- Messieurs les Ministres,
- Excellences Messieurs les Ambassadeurs,
- Madame le Chef de la Mission des Nations Unies au Burundi,
- Messieurs les Représentants des Organisations Internationales,
- Monseigneur l'Evêque de Bujumbura,
- Monsieur le Maire de la ville de Bujumbura,
- Monsieur le Coordinateur National de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs,
- Mesdames et Messieurs les Membres du Comité Préparatoire National,
- Mesdames et Messieurs les Participants,

C'est pour moi un réel plaisir de vous accueillir ce matin dans cette salle à l'occasion du lancement du présent atelier de validation des rapports thématiques provisoires relatifs à la Conférence Internationale sur la paix, la sécurité, la démocratie et le développement dans la Région des Grands Lacs.

Comme vous le savez sans doute, l'initiative d'organiser une telle conférence internationale a germé dans les esprits il y a déjà quatorze ans puisque c'est au début des années 1990 que cette idée a été lancée pour la première fois. Après analyse de la crise qui secoue la Région des Grands Lacs au cours de ces dernières années, le Conseil de Sécurité des Nations Unies a décidé par ses résolutions 1291 du 26 février 2000 et 1304 du 16 juin 2000 que cette dernière constituait une menace contre la paix internationale.

Dans ces deux résolutions, le Conseil de sécurité a reconnu l'importance d'organiser au moment propice une Conférence Internationale sur la paix, la sécurité, la démocratie et le développement dans cette partie du monde qui a été secouée par des violences, des conflits et des guerres fratricides atroces durant plusieurs années.

Prendraient part à cette Conférence tous les gouvernements de la région ainsi que toutes les autres parties concernées dont des représentants des femmes, des jeunes et de la société civile.

Excellences, Mesdames, Messieurs,

D'aucuns pourraient s'interroger sans doute sur la finalité de cette Conférence et se poser même la question de savoir si elle ne risque pas d'en être une de plus sans lendemain, comme on en a déjà vu tant d'autres dans le passé dont les décisions, les résolutions et les recommandations n'ont pas toujours été accompagnées par des stratégies appropriées pour leur mise en œuvre.

Cette Conférence vise à inaugurer un processus dans le cadre duquel les dirigeants des pays de la Région des Grands Lacs seront invités à se réunir en vue de parvenir à un accord sur un ensemble de principes, de formuler et de lancer des programmes d'actions concrètes visant à mettre fin au retour cyclique des crises et des violences qui ont secoué la région interlacustre au cours de ces dernières années. Elle a pour ambition de garantir la paix, la sécurité, la stabilité et la démocratie indispensable pour un développement durable des pays de cette région d'Afrique.

Nous, pays de la région, devons donc nous approprier cette conférence et en faire réellement nôtre. Nous devons décider en toute liberté de ce nous voulons que soit notre avenir et celui de nos enfants avec l'appui de la communauté internationale.

Par ailleurs, il importe de souligner que la nature et le contexte des conflits qui sévissent dans la région n'ont pas toujours des causes endogènes et circonscrites aux pays concernés. C'est pourquoi la recherche de solutions dans chaque pays concerné doit tenir compte du cadre régional.

Durant ces deux jours, les participants à cet atelier vont examiner et procéder à la validation de trois des quatre rapports thématiques provisoires prévus. Il s'agit des documents portant respectivement sur la Paix et la Sécurité, le Développement économique, la Coopération et l'intégration régionale ainsi que les Affaires sociales et humanitaires.

Excellences, Mesdames, Messieurs,

La Conférence internationale sur la Région des Grands Lacs a été placée sous les auspices des Nations Unies et de l'Union Africaine. Elle a pour objectif d'offrir une enceinte régionale qui facilitera la négociation, l'adoption et l'application d'un pacte de stabilité, de sécurité et de développement axé sur quatre thèmes, à savoir la paix et la sécurité, la démocratie et la bonne gouvernance, le développement économique, la coopération et l'intégration régionale et les questions sociales humanitaires.

S'agissant de la participation, le processus préparatoire de la Conférence se veut aussi ouvert que possible à d'autres parties prenantes. En effet, en plus des pays constitutifs de la région, à savoir le Burundi, la République Démocratique du Congo, le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda, la Tanzanie et la Zambie qui en sont le noyau central, seront inclus un certain nombre de parties prenantes comme les

représentants de la société civile des pays concernés, les pays voisins, les amis de la région et les partenaires internationaux.

Excellences, Mesdames, Messieurs,

Durant ces deux jours, les participants à cet atelier vont examiner et procéder à la validation de trois des quatre rapports thématiques provisoires prévus. Il s'agit des documents portant respectivement sur la Paix et la Sécurité, le Développement Economique, la Coopération et l'Intégration Régionale ainsi que les Affaires Sociales et Humanitaires.

Lors de vos échanges, nous comptons beaucoup sur votre participation active, l'objectivité de votre sens critique et la pertinence de vos analyses pour apporter une contribution significative de nature à confirmer ou élever davantage la qualité des rapports ainsi présentés pour adoption définitive.

Vous aurez noté qu'il n'a pas été fait mention pour le moment du rapport sur le thème «Bonne Gouvernance et Démocratie» qui, pour des raisons techniques, sera présenté ultérieurement dans un autre cadre de validation.

Excellences, Mesdames, Messieurs,

Avant de conclure cette allocution, permettez-moi d'abord d'exprimer mes sincères remerciements à toutes les personnalités ici présentes qui, en dépit des nombreuses sollicitations et des diverses contraintes professionnelles qui sont les leurs, ont bien voulu rehausser cette cérémonie de leur présence. Votre réponse positive à notre invitation nous prouve une fois de plus l'intérêt que vous attachez au succès de cette conférence.

Vous me permettrez ensuite d'exprimer notre gratitude de façon toute particulière au Programme des Nations Unies pour le Développement, non seulement pour l'appui technique et financier qu'il a été, le premier, à accorder au Comité Préparatoire National, notamment par la fourniture de certains outils de travail, le financement des études thématiques et du présent atelier, mais aussi pour le soutien du Plan d'Action du Comité Préparatoire National qui a été présenté pour financement au Groupe des Amis de la Région des Grands Lacs. Ce dernier a promis, en effet, d'apporter son aide au processus préparatoire de la Conférence sur le plan politique, diplomatique, technique et financier suite à la recommandation des Chefs d'Etat et de Gouvernement lors du Sommet de l'Union Africaine tenu à Maputo en juillet 2003.

Merci donc à Monsieur Saigal Sunigal, Représentant Résident du PNUD, à son bras droit, Monsieur Adama Coulibaly ainsi qu'à son équipe pour toute la compréhension et le soutien manifestés pour appuyer au niveau national le processus préparatoire.

Notre souhait est que le soutien des différents partenaires intéressés par l'organisation de cette Conférence se poursuive et se renforce jusqu'à la tenue du 1^{er} Sommet des Chefs d'Etats prévu fin novembre - début décembre 2004 à Dar-es-Salaam et aille au-delà pour le financement des préparatifs jusqu'au 2^{ème} Sommet projeté en juin 2005 à Kinshasa. C'est ce dernier Sommet qui va adopter les politiques, les programmes et les projets concrets qui seront mis en œuvre pour le

développement de la Région des Grands Lacs au grand bénéfice des peuples vivant dans cette partie de notre planète.

C'est sur ces mots qu'au nom du Gouvernement du Burundi, je déclare ouverts les travaux de cet atelier de validation des rapports thématiques provisoires et leur souhaite plein succès.

Je vous remercie!